

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2019/12809]

22 AVRIL 2019. — Arrêté royal déterminant les modalités pratiques d'octroi de l'assistance consulaire dans les situations visées à l'article 78, alinéa 1^{er} de la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire, les articles 78, alinéa 2, 81, 89, alinéas 4 et 8, 91 insérés par la loi du 9 mai 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 janvier 2019 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 12 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la notification d'absence d'avis du Conseil d'État du 14 mars 2019 ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Définition

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par « proches » :

1^o les parents et alliés jusqu'au deuxième degré qui figurent dans le registre national ou dans la base de données e-CoRe ;

2^o la personne de contact désignée qui figure dans la base de données e-Core ;

3^o la personne qui peut démontrer une relation de fait durable avec le Belge décédé ou le Belge qui bénéficie de l'assistance consulaire.

CHAPITRE 2. — Décès d'un Belge à l'étranger

Art. 2. Dès qu'un poste a connaissance du décès d'un Belge survenu dans sa juridiction ou circonscription consulaire, une confirmation est demandée aux autorités locales. Dès réception de la confirmation, le poste informe immédiatement la direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

En dehors des heures de bureau, le poste prend contact avec le service de garde du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

Le poste précise si des proches se trouvent sur place et sont déjà informés du décès.

Le poste transmet les informations suivantes à la direction Assistance ou au service de garde du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement :

Nom et prénom du défunt ;

Lieu et date de naissance ;

Numéro de registre national (si connu) ;

Lieu et date du décès ;

Brève description des circonstances du décès.

Dans un premier temps, ces informations sont communiquées par la voie la plus rapide, mais elles feront ensuite toujours l'objet d'une communication par mail ou par fax, au moyen d'un formulaire.

Le ministre détermine le type de formulaire.

Art. 3. La direction Assistance ou le service de garde du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement recherche, dans le registre de la population des Belges à l'étranger, l'éventuelle personne de contact désignée, et dans le registre national les proches du Belge décédé.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2019/12809]

22 APRIL 2019. — Koninklijk besluit tot bepaling van de praktische modaliteiten voor het verlenen van consulaire bijstand voor situaties bedoeld in artikel 78, eerste lid, van de wet van 21 december 2013 houdende het consulaire wetboek

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 2013 houdende het Consulaire Wetboek, de artikelen 78, tweede lid, 81, 89, vierde en achtste lid, 91 ingevoegd bij de wet van 9 mei 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 januari 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 12 maart 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de notificatie van ontstentenis van advies van de Raad van State op 14 maart 2019;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Definitie

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder "naasten":

1^o de bloed- en aanverwanten tot de tweede graad, opgenomen in het Rijksregister of in de databank e-CoRe;

2^o de aangeduide contactpersoon opgenomen in de databank e-CoRe;

3^o de persoon die een duurzame feitelijke relatie kan aantonen met de overleden Belg of de Belg die consulaire bijstand geniet.

HOOFDSTUK 2. — Overlijden van een Belg in het buitenland

Art. 2. Zodra een post het overlijden van een Belg dat heeft plaatsgevonden in diens ambtsgebied of consulaire ressort verneemt, vraagt die hiervan bevestiging aan de lokale autoriteiten. Eenmaal de bevestiging ontvangen, licht de post onmiddellijk de directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking in.

Buiten de kantooruren neemt de post contact op met de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

De post vermeldt of er naasten ter plaatse zijn en of zij al op de hoogte zijn van het overlijden.

De post maakt volgende informatie over aan de directie Bijstand of aan de wachtdienst van de FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking:

Naam en voornaam van de overledene;

Geboorteplaats en -datum;

Rijksregisternummer (indien gekend);

Plaats en datum van overlijden

Korte beschrijving van de omstandigheden van overlijden

In eerste instantie wordt die informatie doorgegeven langs de snelste weg, maar ze zal nadien steeds het onderwerp uitmaken van een communicatie per mail of per fax, aan de hand van een formulier.

De minister bepaalt het soort formulier.

Art. 3. De directie Bijstand of de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking zoekt in het bevolkingsregister van de Belgen in het buitenland de eventuele aangeduide contactpersoon, en in het Rijksregister de naasten van de overleden Belg op.

Si la recherche d'une personne de contact ou d'un proche ne débouche pas immédiatement sur un résultat, la direction Assistance ou le service de garde du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement sollicite l'aide de la police fédérale ou de l'administration communale du dernier domicile ou du lieu de naissance du Belge décédé. Dans le cas où un proche réside à l'étranger, les postes compétents le tiennent régulièrement informé.

Art. 4. Dès que le proche a été localisé, la direction Assistance ou le service de garde du Service public Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement prend contact avec la police pour lui demander de se charger d'annoncer la mauvaise nouvelle.

Le ministre règle la procédure de saisine de la police.

Art. 5. La direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement communique aux proches toutes les informations utiles concernant le transfert de la dépouille.

Art. 6. Sauf dispositions expresses dans un testament, il revient à la famille d'organiser le transfert du corps et les funérailles.

Lorsque la famille est informée du décès mais n'a entrepris aucune démarche pour régler les funérailles dans les deux semaines, le poste prend les mesures nécessaires pour assurer au Belge décédé des funérailles simples mais dignes sur place.

Dans le cas où la famille déclare par écrit qu'elle n'interviendra pas dans l'organisation du transfert et des funérailles ou ne peut être localisée, le poste prend au plus tard après deux semaines les mesures nécessaires pour assurer au Belge décédé des funérailles simples mais dignes sur place.

En aucun cas, la direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement ne peut prendre en charge le transport du corps vers la Belgique.

Par funérailles simples mais dignes, on entend, eu égard aux usages locaux, que le Belge décédé ne sera pas inhumé dans une fosse commune.

Art. 7. En cas de présomption de décès suspect, la direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement en informe le Parquet fédéral. En pareil cas, elle charge le poste de demander les rapports de police et d'autopsie.

La direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement peut également charger le poste d'attirer l'attention des autorités locales sur les circonstances potentiellement suspectes du décès.

Art. 8. Dans le cas d'un rapatriement de la dépouille mortelle ou de funérailles sur place aux frais des proches, la direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et le poste facilitent, dans la mesure du possible, les contacts entre la famille, l'entreprise de pompes funèbres ainsi que le cas échéant, la compagnie d'assurances et/ou l'employeur.

Art. 9. En cas de rapatriement de la dépouille, si la législation locale l'exige, le chef de poste établit le laissez-passer mortuaire et le délivre gratuitement. En cas de rapatriement des cendres après crémation, le chef de poste établit la lettre d'accompagnement, lorsqu'elle est requise, et la délivre gratuitement.

Le ministre fixe le modèle de laissez-passer mortuaire et de lettre d'accompagnement.

Les consuls honoraires sont habilités à délivrer un laissez-passer mortuaire sur instruction de leur poste.

CHAPITRE 3. — *Accident grave survenu à un Belge*

Art. 10. Le poste établit si un accident peut être considéré comme grave. Pour l'appréciation de la situation, il est tenu compte des lésions corporelles dont souffrent le Belge ou ses compagnons de voyage hospitalisés, de la présence d'éventuelles victimes indirectes, d'une éventuelle demande d'aide formulée par le Belge ou ses compagnons de voyage, ou du fait que l'accident s'accompagne d'importantes répercussions psychiques ou matérielles.

Le poste mentionne s'il y a des proches sur place et s'ils ont déjà été informés de l'accident. Si ce n'est pas le cas, le poste indique si le Belge concerné souhaite que les proches soient mis au courant.

Indien het opzoeken van een aangeduide contactpersoon of een naaste niet onmiddellijk tot resultaat leidt, roept de directie Bijstand of de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking de hulp in van de federale politie of het gemeentebestuur van de laatste woonplaats of de geboorteplaats van de overleden Belg. Indien een naaste in het buitenland woont, houdt de bevoegde post die regelmatig op de hoogte.

Art. 4. Zodra de naaste gelokaliseerd werd, neemt de directie Bijstand of de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking contact op met de politie met het verzoek om de slechtnieuwsmelding uit te voeren.

De minister bepaalt de procedure waarbij de politie gevat wordt.

Art. 5. De directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking communiceert aan de naasten alle nuttige informatie omtrent de overbrenging van het lichaam.

Art. 6. Behoudens uitdrukkelijke bepalingen in een testament, behoort het de familie toe om de overbrenging van het lichaam en de uitvaart te regelen.

Indien de familie op de hoogte is van het overlijden maar na twee weken nog geen enkele stap heeft ondernomen om de uitvaart te regelen, dan neemt de post de nodige maatregelen voor een eenvoudige maar waardige begrafenis van de overleden Belg ter plaatse.

Indien de familie schriftelijk verklaart niet tussen te komen in de organisatie van de overbrenging en de uitvaart of indien de familie niet kan gelokaliseerd worden, dan neemt de post ten laatste na twee weken de nodige maatregelen voor een eenvoudige maar waardige begrafenis van de overleden Belg ter plaatse.

In geen geval neemt de directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking de kosten voor de overbrenging van het lichaam naar België ten laste.

Onder eenvoudige maar waardige begrafenis wordt begrepen, rekening houdend met de lokale gebruiken, dat de overleden Belg niet in een massagraf begraven wordt.

Art. 7. In geval van vermoeden dat het een verdacht overlijden betreft, licht de directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking het Federaal Parket hiervan in. In dit geval geeft ze opdracht aan de post om politie- en autopsierapporten op te vragen.

De directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking kan tevens de post opdracht geven om de lokale autoriteiten te wijzen op de mogelijke verdachte omstandigheden van het overlijden.

Art. 8. In het geval van een repatriëring van het stoffelijk overschot of van een uitvaart ter plaatse op kosten van de naasten, faciliteren de directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en de post in de mate van het mogelijke de contacten tussen de familie, de begrafenisonderneming en de eventuele verzekeringsmaatschappij en/of de werkgever.

Art. 9. In geval van repatriëring van het stoffelijk overschot, en indien de lokale wetgeving dit vereist, stelt het posthoofd de lijkenpas op, en levert deze gratis af. Bij repatriëring van de as na crematie, stelt het posthoofd de begeleidingsbrief op, indien dit vereist is, en levert deze gratis af.

De minister bepaalt het model van de lijkenpas en de begeleidingsbrief.

De ereconsuls zijn gemachtigd om op instructie van hun post een lijkenpas af te leveren.

HOOFDSTUK 3. — *Ernstig ongeval overkomen aan een Belg*

Art. 10. De post bepaalt of een ongeval als ernstig kan beschouwd worden. Voor het inschatten van de situatie wordt rekening gehouden met lichamelijke letsels van de Belg of diens gehospitaliseerde reisgezellen, met de aanwezigheid van eventuele indirecte slachtoffers, met een eventuele vraag om hulp geuit door de Belg of diens reisgezellen, of met het gegeven dat het ongeval ernstige psychische of materiële repercussies met zich meebrengt.

De post vermeldt of er naasten ter plaatse zijn en of die al ingelicht zijn over het ongeval. Indien dit niet het geval is, deelt de post mee of het slachtoffer wenst dat de naasten ingelicht worden.

Lorsque le Belge concerné est inconscient, les proches, s'ils ont été identifiés, sont informés par la direction Assistance ou le service de garde du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

Le ministre précise quelles informations sont transmises et sous quelle forme à la direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

Art. 11. La direction Assistance ou le service de garde du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement recherche la personne de contact éventuelle dans la base de données e-CoRe et des proches de la victime dans le registre national. Si la recherche n'aboutit pas immédiatement à un résultat, l'aide de la police fédérale ou de l'administration communale du dernier domicile ou du lieu de naissance de la victime est sollicitée.

Art. 12. La direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement communique aux proches toutes les informations dont elle dispose concernant la situation de la victime.

Art. 13. Le poste fournit au Belge concerné, si besoin est, une liste d'hôpitaux disponibles et/ou de médecins connaissant une de nos langues nationales ou l'anglais.

Art. 14. La Direction Assistance, le service de garde du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et le poste facilitent les contacts entre le Belge concerné, le médecin ou l'hôpital qui l'a pris en charge, les proches, le tour-opérateur, la compagnie d'assurances, ainsi que l'employeur, s'il y a lieu.

Art. 15. Le poste prend tous contacts utiles, démontrant aux autorités locales et/ou à l'établissement de soins l'intérêt que l'État belge porte à la situation. Si la démarche est souhaitable et appropriée au regard des circonstances locales, le poste peut organiser une visite à la victime à l'hôpital.

CHAPITRE 4. — *Crime grave dont est victime un Belge à l'étranger*

Art. 16. Lorsqu'un Belge est victime d'un crime grave à l'étranger, la gravité du crime est évaluée par le poste compétent qui prend en considération les répercussions psychiques et physiques pour la victime et son entourage.

Si le Belge est conscient et demande que ses proches en Belgique soient informés de sa situation, la direction Assistance ou le service de garde du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement les informe par l'intermédiaire de la direction Aide aux victimes de la police.

Si le Belge est inconscient et son pronostic vital est engagé, la direction Assistance ou le service de garde informe les proches par l'intermédiaire de la police.

Art. 17. Le poste peut fournir à la victime une liste d'hôpitaux et/ou médecins disponibles.

Art. 18. Lorsque le poste constate que l'enquête n'est pas menée avec sérieux ou que les autorités locales ne sont pas en mesure de mener correctement une enquête, le parquet fédéral est informé par l'intermédiaire de la direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

Art. 19. Le poste peut fournir à la victime ou à ses proches sur demande, une liste d'avocats locaux.

Le poste ne choisira pas l'avocat à leur place.

CHAPITRE 5. — *Disparition inquiétante d'un Belge à l'étranger*

Art. 20. Une disparition est considérée comme inquiétante si un ou plusieurs critères figurant dans la directive ministérielle du 20 février 2002 relative à la recherche des personnes disparues sont applicables :

- la personne disparue a moins de 13 ans;
- la personne disparue présente un handicap physique ou mental ou manque d'autonomie ;
- la personne disparue suit un traitement médical ou doit prendre des médicaments ;
- les informations disponibles permettent de penser que la personne disparue se trouve en danger de mort ;

Is het Belgisch slachtoffer niet bij bewustzijn, dan worden de naasten, indien geïdentificeerd, ingelicht door de directie Bijstand of de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

De minister bepaalt welke informatie wordt overgemaakt en onder welke vorm aan de directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

Art. 11. De directie Bijstand of de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking zoekt de eventuele contactpersoon op in de databank e-CoRe en de naasten van het slachtoffer in het Rijksregister. Indien het opzoeken niet onmiddellijk tot resultaat leidt, wordt de hulp ingeroepen van de federale politie of het gemeentebestuur van de laatste woonplaats of de geboorteplaats van het slachtoffer.

Art. 12. De directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking deelt aan de naasten alle informatie mee waarover ze beschikt omtrent de situatie van het slachtoffer.

Art. 13. Indien nodig, bezorgt de post aan de betrokken Belg een lijst met beschikbare ziekenhuizen en/of artsen die één van onze landstalen of het Engels machtig zijn.

Art. 14. De directie Bijstand, de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en de post faciliteren de contacten tussen de betrokken Belg, behandelende arts of ziekenhuis, de naasten, de tour operator, de verzekeringsmaatschappij en de eventuele werkgever.

Art. 15. De post onderneemt alle nuttige contacten om aan de plaatselijke overheid en/of aan de verzorgende instelling de belangstelling van de Belgische staat in de zaak te tonen. Indien gewenst en gepast in de lokale omstandigheden, kan de post een bezoek aan het slachtoffer organiseren in het ziekenhuis.

HOOFDSTUK 4. — *Ernstig misdrijf waarvan een Belg in het buitenland het slachtoffer is*

Art. 16. Wanneer een Belg slachtoffer is van een ernstig misdrijf in het buitenland, evalueert de bevoegde post de ernst van het misdrijf, rekening houdende met de psychische en fysieke repercussies voor het slachtoffer en diens entourage.

Indien de Belg bij bewustzijn is en vraagt om zijn naasten in België in te lichten van diens situatie, dan licht de directie Bijstand of de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking hen in via de directie Slachtofferhulp van de politie.

Indien de Belg buiten bewustzijn is en in levensgevaar verkeert, licht de directie Bijstand of de wachtdienst de naasten in via de politie.

Art. 17. De post kan aan het slachtoffer een lijst bezorgen met beschikbare ziekenhuizen en/of artsen.

Art. 18. Indien de post vaststelt dat het onderzoek niet ernstig genomen wordt of dat de lokale autoriteiten niet in staat zijn een correct onderzoek te voeren, wordt het federaal parket ingelicht via de directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

Art. 19. De post kan aan het slachtoffer of aan de naasten, op verzoek, een lijst bezorgen van lokale advocaten.

De post zal geen advocaat in hun plaats kiezen.

HOOFDSTUK 5. — *Onrustwekkende verdwijning van een Belg in het buitenland*

Art. 20. Een verdwijning wordt als onrustwekkend beschouwd indien één of meerdere criteria van de ministeriële richtlijn van 20 februari 2002 inzake de opsporing van vermiste personen van toepassing zijn:

- de vermiste persoon is minder dan 13 jaar oud
- de vermiste persoon is lichamelijk of geestelijk gehandicapt, of mist de nodige zelfredzaamheid
- de vermiste persoon is afhankelijk van medicatie of medische behandeling
- op basis van de beschikbare informatie kan vermoed worden dat de vermiste persoon zich in een voor hem levensbedreigende situatie bevindt

- les informations disponibles permettent de supposer que la personne disparue se trouve en compagnie de tiers qui pourraient constituer une menace pour son bien-être ou qu'elle est la victime d'un fait délictueux.

- l'absence de la personne est en contradiction totale avec son comportement habituel.

En outre, le poste tient compte du contexte local considéré dans son ensemble.

Si les proches ne sont pas encore informés de la disparition inquiétante, la direction Assistance ou le service de garde les informe par l'intermédiaire de la police.

Art. 21. La direction Assistance tient régulièrement informé le représentant des proches en Belgique et coordonne en cas de besoin les échanges d'informations avec les acteurs concernés en Belgique. Les postes tiennent régulièrement informés les proches qui se trouvent dans leur juridiction ou circonscription consulaire.

Art. 22. La direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement joue conjointement avec le poste le rôle d'intermédiaire entre les autorités belges compétentes et les autorités du pays dans lequel la disparition s'est produite.

Art. 23. Lorsque des indications donnent à penser que le Belge concerné a été victime d'un enlèvement, la direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement informe également le centre de crise du gouvernement, le Parquet fédéral et la Sûreté de l'État.

CHAPITRE 6. — Arrestation ou détention d'un Belge à l'étranger

Art. 24. Dès qu'un poste a connaissance d'une arrestation ou détention d'un Belge dans sa juridiction ou circonscription consulaire, il transmet le formulaire de renseignements « détenus » à la direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, dont le ministre détermine la forme.

Dans le cadre de l'exécution du code consulaire, les faits incriminés peuvent être considérés comme concernant la sécurité publique de la Belgique lorsqu'ils sont commis intentionnellement dans le but :

- 1° d'intimider gravement la population
- 2° ou de contraindre indûment les pouvoirs publics à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte
- 3° ou de gravement déstabiliser ou détruire les structures fondamentales politiques, constitutionnelles, économiques ou sociales de notre pays.

Lorsque le poste prend connaissance de l'arrestation, de la détention ou de la condamnation d'un Belge pour faits criminels, ces faits seront communiqués aux autorités de police ou judiciaires si la libération dudit Belge pourrait porter préjudice à la sécurité publique de la Belgique.

Art. 25. Le poste demande au Belge arrêté ou détenu dans un pays hors Union européenne s'il souhaite une visite consulaire. La planification annuelle de la fréquence des visites tient compte des coefficients d'éloignement et de pénibilité utilisés pour le personnel du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

Le ministre détermine la fréquence minimale de ces visites.

Les visites consulaires s'en tiennent strictement au calendrier et aux conditions imposés par les autorités locales.

Après chaque visite, le poste informe sans délai la direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement de la manière dont celle-ci s'est déroulée. Le rapport comprend notamment une description de l'accueil réservé au visiteur par l'autorité compétente, précise les conditions de détention et d'éventuels besoins particuliers du détenu, et contient, le cas échéant, des messages à transmettre aux proches.

Dans son rapport, le poste apprécie, dans la mesure du possible, les conditions de détention constatées au regard des « Nelson Mandela Rules ».

- op basis van de beschikbare informatie kan vermoed worden dat de vermiste persoon in het gezelschap is van derden die zijn welzijn kunnen bedreigen, ofwel dat hij het slachtoffer is van een misdrijf

- de afwezigheid van de persoon is in complete tegenstelling tot zijn normale gedrag.

De post houdt rekening met de algemene lokale context.

Indien de naasten nog niet op de hoogte zijn van de onrustwekkende verdwijning, informeert de directie Bijstand of de wachtdienst hen via de politie.

Art. 21. De directie Bijstand houdt de vertegenwoordiger van de naasten in België regelmatig op de hoogte en coördineert indien nodig de informatiestroom met de betrokken actoren in België. De posten houden regelmatig de naasten die zich in hun ambtsgebied of consular ressort bevinden op de hoogte.

Art. 22. De directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking vervult samen met de post de rol van tussenpersoon tussen de bevoegde Belgische autoriteiten en de autoriteiten in het land van de verdwijning.

Art. 23. Indien er aanwijzingen zijn dat de betrokken Belg het slachtoffer is van een ontvoering, dan licht de directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking ook het crisiscentrum van de regering, het Federaal Parket en de Staatsveiligheid in.

HOOFDSTUK 6. — Aanhouding of hechtenis van een Belg in het buitenland

Art. 24. Zodra een post verneemt dat een Belg aangehouden of in hechtenis genomen werd in diens ambtsgebied of consular ressort, maakt de post het inlichtingenformulier voor gedetineerden over aan de directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, waarvan de minister de vorm bepaalt.

In uitvoering van het Consular Wetboek, kunnen de ten laste gelegde feiten beschouwd worden als de openbare veiligheid van België betreffende, indien ze gepleegd werden met het doel:

- 1° om de bevolking ernstige vrees aan te jagen
- 2° om de overheid op onrechtmatige wijze te dwingen tot het verrichten of het zich onthouden van een handeling
- 3° om de politieke, constitutionele, economische of sociale basisstructuren van ons land te ontwrichten of vernietigen.

Indien de post de aanhouding, hechtenis of veroordeling verneemt voor criminele feiten, worden die meegedeeld aan de politieke of gerechtelijke autoriteiten indien de vrijlating van de Belg in kwestie schade zou kunnen toebrengen aan de openbare veiligheid van België.

Art. 25. De post vraagt de buiten de Europese Unie aangehouden of in hechtenis genomen Belg of hij een consular bezoek wenst. In de jaarlijkse planning voor de frequentie van de bezoeken wordt rekening gehouden met de verwijdering en hardship coëfficiënten die gebruikt worden voor het personeel van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

De minister bepaalt de minimale frequentie van die bezoeken.

De consulaire bezoeken houden zich strikt aan de door de plaatselijke overheid opgelegde timing en voorwaarden.

Na elk bezoek rapporteert de post onverwijld aan de directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking over het verloop van het bezoek. Dit rapport omvat meer bepaald een beschrijving van de ontvangst van de bezoeker door de bevoegde overheid, de detentieomstandigheden, eventuele specifieke noden van de gedetineerde en eventuele berichten over te maken aan de naasten.

In diens rapport toetst de post, in de mate van het mogelijke, de vastgestelde detentieomstandigheden aan de "Nelson Mandela Rules".

CHAPITRE 7. — *Situation de détresse extrême dans laquelle se trouve un Belge à l'étranger*

Art. 26. La situation de détresse extrême implique d'être privé de logement ou dans l'incapacité de s'alimenter régulièrement, et est constatée par le poste au cours d'un entretien avec le Belge concerné.

Art. 27. Lorsque le Belge ne dispose pas des coordonnées de ses proches, la direction Assistance ou le service de garde du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement recherche les proches dans le registre national. Lorsqu'un proche ne peut pas être trouvé immédiatement, la direction Assistance ou le service de garde du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement sollicite l'aide de la police ou de l'administration communale du dernier domicile ou du lieu de naissance du Belge.

Si le poste apprend que le Belge a été déclaré incapable, la direction Assistance informe son administrateur.

Art. 28. Sans préjudice de l'obligation alimentaire entre membres de la famille telle que prévue aux articles 203, 205, 205bis, 206, 207, 213, 364, 450 et 475bis du Code civil, le poste et la direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement aideront le Belge qui se trouve en situation de détresse extrême et ses proches à se faire assister et notamment à contacter l'assurance, la mutualité, la banque.

Art. 29. Lorsqu'il apparaît de manière manifeste que la recherche de secours ou de protection par l'autorité locale ou d'associations de bienfaisance locales ne fournit pas de solutions, des mesures visant à faciliter le retour en Belgique peuvent être envisagées.

Le ministre détermine la procédure en vue du retour.

CHAPITRE 8. — *Crise consulaire majeure*

Art. 30. Une fois par an, après l'été et au plus tard à la mi-novembre, les postes doivent envoyer au centre de crise du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement une version actualisée du dossier de crise du pays ou des pays de leur circonscription consulaire.

Entretemps, le dossier de crise, voire une ou plusieurs annexes, peuvent néanmoins faire l'objet d'adaptations intermédiaires chaque fois que les circonstances l'exigent (par exemple, en cas de rotation du personnel au sein du poste, de changement des personnes de contact sur place, d'adaptation du plan de crise, ...).

Le dossier de crise contient au minimum les éléments suivants :

- le contexte local et les risques y afférents
- les actions possibles selon le type de crise
- la composition de la communauté belge
- les coordonnées locales utiles en cas de crise.

Le ministre détermine le format du dossier de crise.

CHAPITRE 9. — *Enlèvement international d'enfants lorsque l'enfant et/ou un des parents de celui-ci sont Belges*

Art. 31. Lorsqu'un traité multilatéral ou bilatéral est en vigueur avec le pays où l'enfant a été enlevé, le poste peut intervenir de manière exceptionnelle à la demande du SPF Justice. Cette demande est transmise au poste via la direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

Art. 32. Les interventions du poste s'effectuent toujours dans l'intérêt supérieur de l'enfant. La direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement détermine les possibilités d'intervention. Ces mesures visent toujours le renforcement et le maintien du lien entre le parent victime et l'enfant enlevé.

CHAPITRE 10. — *Dispositions particulières relatives aux ressortissants européens non représentés*

Art. 33. Le poste saisi par un citoyen de l'Union européenne non représenté informe sans délai le poste compétent de l'État membre dont le citoyen non représenté a la nationalité, qui confirme son identité et sa nationalité. Le poste belge informe ensuite régulièrement l'ambassade ou le consulat compétent(e) de l'assistance consulaire accordée à leur citoyen.

HOOFDSTUK 7. — *Extremee noodtoestand waarin een Belg in het buitenland zich bevindt*

Art. 26. Een extreme noodtoestand omhelst het verstoken zijn van huisvesting of zich in de onmogelijkheid bevinden om regelmatig te eten, en wordt door de post vastgesteld tijdens een onderhoud met de betrokken Belg.

Art. 27. Indien de Belg niet over contactgegevens van zijn naasten beschikt, zoekt de directie Bijstand of de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking in het Rijksregister de naasten op. Indien een naaste niet onmiddellijk kan gevonden worden, roept de directie Bijstand of de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking de hulp in van de politie of het gemeentebestuur van de laatste woonplaats of de geboorteplaats van de Belg.

Indien de post verneemt dat de Belg handelingsonbekwaam verklaard werd, licht de directie Bijstand de bewindvoerder in.

Art. 28. Onverminderd de onderhoudsverplichting tussen familieleden zoals bepaald in de artikelen 203, 205, 205bis, 206, 207, 213, 364, 450 en 475bis van het Burgerlijk Wetboek, zullen de post en de directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking de Belg die zich in een extreme noodtoestand bevindt en zijn naasten helpen om zich te laten bijstaan en meer bepaald om contact op te nemen met verzekeringsmaatschappij, ziekenfonds, bank.

Art. 29. Indien manifest duidelijk is dat het zoeken van hulp of bescherming bij de lokale overheid of lokale liefdadigheidsorganisaties niet tot oplossingen leidt, kunnen maatregelen om een terugkeer naar België te faciliteren overwogen worden.

De minister bepaalt de procedure met het oog op terugkeer.

HOOFDSTUK 8. — *Zware consulaire crisis*

Art. 30. Eén keer per jaar, na de zomer en ten laatste half november, dienen de posten naar het crisiscentrum van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking een geactualiseerde versie van het crisisdossier van het land of de landen van het consulaire ressort op te sturen.

Tussentijds kunnen het crisisdossier en een of meerder bijlagen het onderwerp uitmaken van tussentijdse aanpassingen telkens de omstandigheden het vereisten (bijvoorbeeld bij rotatie van personeel binnen de post, bij wijziging van contactpersonen ter plaatse, bij aanpassing van het crisisplan,...).

Het crisisdossier bevat minstens volgende elementen:

- de lokale context en de desbetreffende risico's
- de mogelijke acties volgens het soort crisis
- de samenstelling van de Belgische gemeenschap
- de nuttige lokale contactgegevens in geval van crisis.

De minister bepaalt de opmaak van het crisisdossier.

HOOFDSTUK 9. — *Internationale kindervervoering wanneer het kind en/of één van de ouders Belg is*

Art. 31. Indien er een bilateraal of multilateraal verdrag van kracht is met het land naar waar het kind ontvoerd is, dan kan de post uitzonderlijk tussenkomen op verzoek van de FOD Justitie. Dat verzoek wordt aan de post overgemaakt via de directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

Art. 32. De tussenkomsten van de post gebeuren steeds met het oog op het hoger belang van het kind. De directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking bepaalt welke tussenkomsten kunnen gebeuren. Die maatregelen zijn steeds gericht op het versterken en het bestendigen van de band tussen de achterblijvende ouder en het ontvoerde kind.

HOOFDSTUK 10. — *Bijzondere bepalingen betreffende de niet-vertegenwoordigde Europese onderdanen*

Art. 33. De post die gevat wordt door een niet-vertegenwoordigde EU-burger, licht onmiddellijk de bevoegde post in van de Lidstaat waarvan de niet-vertegenwoordigde burger de nationaliteit heeft, en die laatste bevestigt diens identiteit en nationaliteit. De Belgische post informeert vervolgens regelmatig die bevoegde ambassade of consulaat over de aan hun onderdaan geleverde bijstand.

Art. 34. En ce qui concerne les dispositions du présent arrêté relatives à l'identification et à l'information des proches d'un citoyen européen non représenté, le rôle de la direction Assistance ou du service de garde du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement se limite à des échanges avec le point de contact central de l'État membre dont le citoyen non représenté a la nationalité.

Art. 35. Lorsque l'État membre dont le citoyen non représenté a la nationalité exprime la volonté de gérer lui-même la demande ou le dossier de son citoyen, le dossier est transféré immédiatement à cet État, conformément à l'article 3 de la Directive (UE) 2015/637 du Conseil du 20 avril 2015 établissant les mesures de coordination et de coopération nécessaires pour faciliter la protection consulaire des citoyens de l'Union non représentés dans des pays tiers.

Art. 36. La direction Assistance du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement peut avoir recours à cette faculté prévue par l'article 3 de la Directive (UE) 2015/637 du Conseil du 20 avril 2015 de gérer lui-même le dossier lorsqu'un Belge n'est pas représenté.

Art. 37. Le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Art. 34. Voor wat betreft de bepalingen in huidig besluit die betrekking hebben op het identificeren en op het informeren van de naasten van een niet-vertegenwoordigde Europese burger, beperkt de rol van de directie Bijstand of de wachtdienst van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking zich tot het uitwisselen van informatie met het centrale contactpunt van de Lidstaat waarvan de niet-vertegenwoordigde burger de nationaliteit heeft.

Art. 35. Indien de Lidstaat waarvan de niet-vertegenwoordigde burger de nationaliteit heeft, verzoekt de aanvraag of het dossier van diens burger zelf te behandelen, wordt het dossier onmiddellijk overgeheveld naar die Lidstaat, overeenkomstig artikel 3 van de richtlijn 2015/637 van de Raad betreffende de coördinatie- en samenwerkingsmaatregelen ter vergemakkelijking van de consulaire bescherming van niet-vertegenwoordigde burgers van de Unie in derde landen.

Art. 36. De directie Bijstand van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking kan beroep doen op de mogelijkheid voorzien in artikel 3 van de richtlijn 2015/637 van de Raad om het dossier naar zich toe te trekken indien een Belg niet vertegenwoordigd is.

Art. 37. De minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2019/12811]

22 AVRIL 2019 — Arrêté royal déterminant les modalités financières d'octroi de l'assistance consulaire dans les situations visées à l'article 78, alinéa 1^{er} de la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir. Salut.

Vu la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire, les articles 78, alinéa 2, 81, 89, alinéas 4 et 8, 91 insérés par la loi du 9 mai 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 mars 2019 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 25 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la notification d'absence d'avis du Conseil d'État du 27 mars 2019 ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. L'assistance financière aux Belges rencontrant des difficultés à l'étranger n'a pas pour but de soustraire les membres proches de la famille à leurs obligations de soutien et d'aliments.

CHAPITRE 2. — *Remboursement des frais consentis au profit d'un Belge rencontrant des difficultés à l'étranger*

Art. 2. Sauf lorsque le présent Arrêté en dispose autrement, les frais consentis au profit d'un Belge rencontrant des difficultés à l'étranger sont des avances récupérables, raison pour laquelle il lui sera demandé de signer une déclaration attestant qu'il a bien bénéficié des sommes avancées pour l'assister, qu'il s'engage à rembourser à la première demande. Le Ministre détermine le format de ce document et le timing et les modalités de sa conclusion, ainsi que les exceptions qui pourraient découler de l'incapacité du Belge concerné à le conclure.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2019/12811]

22 APRIL 2019. — Koninklijk besluit tot bepaling van de financiële aspecten van het verlenen van consulaire bijstand voor situaties bedoeld in artikel 78, eerste lid, van de wet van 21 december 2013 houdende het consulaire wetboek

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 2013 houdende het Consulaire Wetboek, de artikels 78, tweede lid, 81, 89, vierde en achtste lid, 91 ingevoegd door de wet van 9 mei 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 maart 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 25 maart 2019 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de notificatie van ontstentenis van advies van de Raad van State op 27 maart 2019;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Definitie*

Artikel 1. De financiële bijstand aan Belgen in nood in het buitenland heeft niet tot doel de directe familieleden te ontslaan van hun onderhouds- en alimentatieplicht.

HOOFDSTUK 2. — *Terugbetaling van kosten voorgeschoten aan een Belg in nood in het buitenland*

Art. 2. Tenzij dit besluit het anders bepaalt, zijn de kosten die gemaakt worden voor een Belg in nood in het buitenland terug te vorderen voorschotten. Daarom wordt aan de begunstigde gevraagd om een schuldbekentenis te ondertekenen waarin hij verklaart dat hij de voorgeschoten bedragen ontving en dat hij zich ertoe verbindt om die bij het eerste verzoek terug te betalen. De minister legt de vorm vast van dit document, alsook de toekennings- en terugbetalingsmodaliteiten, evenals de uitzonderingsmaatregelen die zouden kunnen voortvloeien uit een toestand van onbekwaamheid.